



VERONIQUE MATHIEU  
DEPUTE AU PARLEMENT EUROPEEN

-- Communiqué de Presse – 29.05.06 --

## L'introuvable plan B...

*Il y a un an jour pour jour, l'Europe, les yeux rivés sur la France, découvrait l'ampleur du rejet du projet de Traité constitutionnel : 54,67% des français s'opposaient à sa ratification.*

Pour Véronique MATHIEU, la situation est paradoxale : l'intensité du débat pendant la campagne référendaire française a révélé une réelle volonté d'appropriation des enjeux européens, pourtant, seulement **un an après, le débat européen semble être redevenu un débat de seconde importance, traité par intermittence, et dissocié de la sphère nationale.**

L'élue européenne indique que depuis les refus français et néerlandais, l'Europe "stagne, sans feuille de route, avec un budget à minima". Elle rappelle qu'à la suite des échecs français et néerlandais, **"les chefs d'Etat ont décidé de ne rien décider : ils ont pris actes des refus, laissé chaque Etat libre de choisir la marche à suivre pour sa ratification, lancé une période de réflexion pour une durée indéterminée, et choisi de réexaminer la question en 2006. Sans surprise, tous les Etats concernés, à l'exception du Luxembourg, ont suspendu sine die leurs votes. Les autres continuent de manière symbolique à faire ratifier ce texte par leurs Parlements."**

De nombreuses analyses ont dès lors étudié telle ou telle cause du "non", soit conjoncturelle, soit structurelle, soit nationale, soit européenne, etc. Pour Véronique MATHIEU, "loin de se concurrencer, toutes ces analyses se complètent. Elles nous rappellent que les électeurs qui ont voté « oui » ont tous accepté un compromis global de 448 articles, tandis que **chaque électeur du "non" a rejeté un aspect différent du texte**, par exemple, certains craignaient une remise en cause des acquis sociaux, d'autres regrettaient le peu de cas fait de la compétitivité des entreprises ; certains craignaient une atteinte à la laïcité, d'autres regrettaient l'absence de référence explicite à Dieu ! Par sa nature, le référendum suppose en effet qu'une réponse binaire, "oui" ou "non", suffise à répondre à une question posée. Mais les enjeux soulevés par le traité constitutionnel étaient bien trop complexes. **Si le "non" a pu l'emporter avec une coalition de personnalités animés par des motivations diamétralement opposées** telles Le Pen, Buffet, de Villiers, Bové, ou Fabius, **on comprend bien, et on constate depuis un an, qu'ils sont incapables de proposer ensemble des réponses aux défis européens, qu'ils seraient de toute façon incapables de faire accepter à nos 24 partenaires"**.

Véronique MATHIEU souhaite en effet rappeler que l'Europe, par nature, se bâtit par consensus, par compromis entre intérêts nationaux, intérêts sectoriels, orientations politiques et idéologiques divers. "Or à 25, trouver un grand projet mobilisateur pour tout



VERONIQUE MATHIEU  
DEPUTE AU PARLEMENT EUROPEEN

*le monde est évidemment extrêmement difficile. La Constitution européenne a été élaborée par cinq ans de débats au sein de la Convention. Au sein de cette Convention étaient représentés les pays de toutes tailles, du Luxembourg à l'Allemagne, les partis politiques de l'extrême gauche à l'extrême droite, des anti-européens les plus réactionnaires au pro-européens les plus fédéralistes, les représentants des peuples de tous les Parlements. "*

Pour Véronique Mathieu, un an après le rejet par la France du texte, il faut retenir que le besoin de réformes en Europe demeure, et la nécessité d'apporter des réponses aux questions soulevées pendant la campagne sur l'avenir de l'Europe tout autant. *"Bien plus que de déclarations d'amour enflammées, de slogans et publicité ou de débats interminables sur les causes du « non », **c'est de courage politique qu'a besoin la construction européenne aujourd'hui, c'est-à-dire de choix éclairés, réfléchis, expliqués**, en matière de financement, de fonctionnement, de compétences et d'objectifs.*

*En ce sens, le débat européen devra être majeur dans la campagne présidentielle de 2007. D'une part, car **chacun des sujets qui sera abordé ne trouvera de réponse satisfaisante que si sa dimension européenne est pleinement prise en compte**. D'autre part, car **le Président que nous élirons devra défendre et faire adopter les choix français auprès de nos partenaires**. C'est pendant la campagne qu'il devra nous dire quels projets il portera une fois élu, à la suite de quoi nous devons bien sûr lui demander des comptes quant à son action européenne."*